



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 2 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MELI Jean SAS

7-9, rue de Grangeneuve
42 000 Saint-Étienne

Références : UID4243-DSSP-024-0199
Code AIOT : 0006105181

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement MELI Jean SAS implanté Z.I. DE CHEZIEUX 42 610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a principalement porté sur la mise en œuvre des MTD du BREF WT (traitement de déchets) applicables au site depuis le 17/08/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MELI Jean SAS
- Z.I. DE CHEZIEUX 42 610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY
- Code AIOT : 0006105181
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MELI Jean SAS est autorisée à exploiter une installation de traitement en broyeur de déchets métalliques par arrêté préfectoral du 14/10/2013. Un arrêté complémentaire du 06/04/2021 modifie certaines dispositions suite à la séparation des activités de traitement de déchets (exercées par la société MELI Jean SAS) et de démontage et dépollution des véhicules hors d'usage (dorénavant effectuées par la société MELI Pièces Auto, de façon indépendante).

L'activité de traitement en broyeur de déchets métalliques est visée par la directive sur les émissions industrielles (IED) et sont classées sous la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées. Le BREF applicable est le BREF WT (traitement de déchets) dont les MTD ont été publiées au JOUE le 17/08/2018 pour une application au 17/08/2022.

L'arrêté ministériel du 17/12/2019 rend applicables ces MTD aux installations concernées, dont la société MELI Jean SAS.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les travaux de séparations des 2 sites SAS Jean MELI et MELI Pièces Auto ont débuté. Ils comprennent notamment la séparation des réseaux de collecte et la création de bassins de rétention/régulation des eaux pluviales sur chacun d'eux.

L'emplacement du bassin a été modifié depuis le dépôt du porter à connaissance. L'exploitant transmettra l'ensemble des plans à jour dès que ceux-ci auront été établis.

En outre, il envisage la création d'une déchetterie professionnelle (rubrique 2710-2 pour les déchets non dangereux, en plus de la rubrique 2710-1 déjà visée) et a procédé au rapatriement d'une cisaille initialement située sur son site de Saint-Étienne. Un nouveau porter à connaissance de ces modifications devra être transmis.

L'évolution des activités au sein de la rubrique 2791 (avec l'ajout de la cisaille) devra être présentée ainsi que les modifications des conditions d'exploitation et leurs effets éventuels. Ce dossier est attendu pour septembre 2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	MTD - Management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 2 - I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
2	MTD - inventaire des effluents aqueux et gazeux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 2 - III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	MTD - valeurs limites d'émission dans l'eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.1 - X et annexe 3.2 - III	Demande d'action corrective	3 mois
4	MTD - valeurs limites d'émission dans l'air	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2 - III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	MTD - émissions atmosphériques diffuses de poussières	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2	Demande d'action corrective	1 mois
6	MTD - techniques spécifiques aux broyeurs de déchets métalliques	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2 - I	Demande d'action corrective	3 mois
7	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.1 et 8.2	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en œuvre des MTD a été retardée par le projet de vente de la société. En outre, l'exploitant a rencontré des difficultés avec l'installateur du nouveau dispositif d'aspiration et de traitement des effluents gazeux du broyeur. Sur ce dernier point, les dispositions prises par l'exploitant devrait permettre une mise en route effective de ce nouveau dispositif courant mai. **Il est convenu qu'une visite d'inspection aura lieu en juin pour vérifier cet aspect.**

S'agissant des autres MTD, celles-ci doivent être mises en œuvre rapidement maintenant que la situation du site est stabilisée (achat par le groupe RDS en décembre 2023).

La visite a permis de constater que des déchets (batteries, moteurs) n'étaient pas entreposés de façon à éviter la pollution des eaux. L'exploitant doit mettre en œuvre des actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD – Management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 2 - I

Thème(s) : Risques chroniques, management environnemental
<p>Prescription contrôlée : Système de management environnemental</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié [...] Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels. Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p>
<p>Constats : Dans le cadre du dossier de réexamen déposé en application de l'article R.515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant indiquait s'engager dans une démarche de certification selon la norme ISO 14 001. Il estimait alors que cette certification pourrait être obtenue à l'échéance de mai 2023. Or, entre 2022 et 2023, l'exploitant a entamé des discussions autour de la vente de sa société. L'exploitant indique que ces discussions ont fortement ralenti le projet de certification. La démarche est toujours en cours et va être relancée maintenant que la vente est réalisée . Actuellement, le système de management environnemental comprend : – la définition d'une politique environnementale, – l'élaboration de quelques processus : organisation et responsabilité, programme de maintenance, – le suivi de quelques indicateurs : consommation d'énergie, taux de production journalier et hebdomadaire, taux de stériles, – l'élaboration de consignes d'urgence en cas d'accident, – le suivi d'un plan d'actions. Il doit être complété.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Finaliser la mise en place du système de management environnemental, afin qu'il réponde aux dispositions de l'annexe 2-I de l'arrêté du 17/12/2019.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : MTD – inventaire des effluents aqueux et gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 2 - III
Thème(s) : Risques chroniques, inventaire des effluents
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : 1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;</p>

<p>b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;</p> <p>2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins :</p> <p>a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;</p> <p>b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;</p> <p>c) Les données relatives à la biodégradabilité ;</p> <p>3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :</p> <p>a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;</p> <p>b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;</p> <p>c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;</p> <p>d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inventaire des flux d'effluents n'a pas été réalisé.</p> <p>Lors de l'inspection, il a pu être identifié :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les effluents aqueux : <ul style="list-style-type: none"> * un rejet d'eaux pluviales, potentiellement polluées (présence de déchets, en extérieur, exposés à la pluie ; process de broyage réalisé en extérieur) ; * un rejet d'eaux usées. <p>En cas d'incendie, un rejet d'eaux d'extinction peut également être identifié.</p> <p>Il n'est pas identifié d'eaux industrielles (pas d'aire de lavage, pas d'eaux de process).</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les effluents gazeux : <ul style="list-style-type: none"> * un rejet atmosphérique au niveau du broyeur : mise en place d'une cheminée d'évacuation après filtres. <p>Ce dispositif n'est pas fonctionnel actuellement. Les rejets atmosphériques sont donc diffus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Établir l'inventaire des flux d'effluents et identifier les substances susceptibles d'être présentes (lien avec les NEA-MTD à appliquer)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : MTD – valeurs limites d'émission dans l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.1 - X et annexe 3.2 - III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p> <p>(tableaux des annexes 3.1 - X et 3.2 - III)</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance est réalisée à la fréquence semestrielle. La dernière analyse a été réalisée en</p>

<p>novembre 2023, une prochaine est programmée en mai 2024.</p> <p>Les résultats d'analyses depuis 2021 montrent des dépassements systématiques en DCO et DBO5, et parfois en MES.</p> <p>L'exploitant ne pense pas être à l'origine de ces émissions et n'a entrepris aucune action corrective.</p> <p>En effet, l'activité de broyage et d'entreposage de déchets métalliques n'est pas en principe source de pollution organique.</p> <p>L'exploitant pointe les activités de broyage de bois de la société SUEZ RV Bois, à côté de son site, qui est à l'origine de dépôts de poussières de bois (donc de matières organiques). Ces poussières se retrouveraient entraînées dans les eaux de ruissellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Réaliser les analyses à la fréquence mensuelle, ou en l'absence de pluie, lorsqu'il y a un rejet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : MTD – valeurs limites d'émission dans l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2 - III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets</p> <p>Effluents gazeux : (tableau annexe 3.2 - III)</p> <p>(1) Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dispositif de traitement des effluents gazeux n'est pas opérationnel. L'exploitant a entrepris la modification du dispositif précédent comprenant l'aspiration des poussières au niveau du broyeur, un cyclone et un filtre à manches.</p> <p>Des problèmes ont été rencontrés lors de l'installation, ce qui fait qu'il ne fonctionne pas. Une nouvelle intervention est prévue en mai.</p> <p>En attendant, il n'y a pas de rejet canalisé et donc il n'est pas possible de faire d'analyse. Les rejets sont diffus.</p> <p>Il est à noter que les analyses sur les rejets atmosphériques n'ont jamais été réalisées, même lorsque le dispositif précédent était en place.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Confirmer à l'inspection la mise en route du dispositif suite à l'intervention de l'installateur prévue en mai. Il est convenu qu'une nouvelle visite d'inspection sera effectuée en juin sur ce sujet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : MTD – émissions atmosphériques diffuses de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet confine, collecte et traite les émissions de son installation conformément au d du VI. de l'annexe 3.1 et met en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales.</p> <p>L'exploitant nettoie régulièrement et intégralement la zone de traitement des déchets, les bandes transporteuses, les équipements et les conteneurs, conformément au g du VI de l'annexe 3.1.</p>
<p>Constats :</p> <p>La mise en place d'un dispositif de collecte et de traitement des émissions de poussières est en cours d'installation. (cf constat précédent).</p> <p>L'exploitant procède à un nettoyage hebdomadaire (le vendredi) du broyeur (bandes transporteuses, moteur), de ses abords et des plateformes de stockage de déchets.</p> <p>Le jour de la visite (un jeudi), le sol est poussiéreux. La prochaine visite pourrait avoir lieu sur un début de semaine pour vérifier l'état de propreté après le nettoyage hebdomadaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : MTD – techniques spécifiques aux broyeurs de déchets métalliques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2 - I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, techniques spécifiques aux broyeurs de déchets métalliques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'effectuer le broyage des déchets, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> – contrôle les déchets entrants, dans le cadre de la procédure d'acceptation, prenant en compte le risque de déflagration ; – retire tous les éléments dangereux contenus dans le flux de déchets et les expédie vers une installation autorisée à les recevoir ; – s'assure qu'il dispose d'une attestation de nettoyage des conteneurs pris en charge pour être broyés. <p>L'exploitant met en place un plan de gestion des déflagrations, comprenant un programme de réduction des déflagrations visant à déterminer les sources possibles de déflagration et à mettre en œuvre des mesures pour éviter les déflagrations, un relevé des incidents de déflagrations, des mesures prises pour y remédier et des connaissances relatives à la déflagration, ainsi qu'un protocole des mesures à prendre pour remédier aux incidents de déflagrations.</p> <p>L'installation est équipée de moyens de protection contre les effets d'une surpression, ou d'un broyage à vitesse réduite en amont du broyeur principal.</p> <p>L'exploitant s'assure que l'alimentation du broyeur est régulée en évitant toute interruption de l'entrée des déchets ou toute surcharge, qui pourrait donner lieu à des arrêts et redémarrages non souhaités du broyeur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède à un contrôle visuel des déchets lors de l'admission. Il réalise le tri des matières non admises en broyage et justifie de celles-ci par des photos adressées aux fournisseurs. Il s'agit principalement des bouteilles de gaz (notamment bouteille type campingaz), petits appareils électriques susceptibles de contenir une batterie lithium, les grosses ferrailles denses imbroyables sur site).</p> <p>Avant de passer sur le broyeur, les déchets sont "pré-broyés" sur une cisaille à vitesse lente.</p> <p>Il n'existe pas de plan de gestion des déflagrations.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Formaliser un plan de gestion des déflagrations conformément aux dispositions de l'annexe 3.2-I de l'arrêté du 17/12/2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.1 et 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets - eau
Prescription contrôlée : Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs....) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.
Constats : Lors de la visite sur site, il est constaté la présence d'une benne de batterie, en extérieur, non couverte et de moteurs entreposés en casier extérieur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La benne de batteries est à couvrir ou à entreposer sous abris. L'entreposage des moteurs est à améliorer : soit en benne étanche et couverte ; soit par la mise en œuvre d'une couverture sur le casier dédié avec récupération des égouttures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective